

Deuxième édition
CLEMENCEAU

chez les

SŒURS

PAR

URBAIN GOHIER

L'ŒUVRE

TOUS LES JEUDIS

N° 25 CENTIMES

9^e ANNÉE — N° 24

220, Fg St-Honoré (8^e)

Téléphone 589.55

13 Juin 1912

PAR AN : 10 FRANCS



Nous ne possédons plus qu'un très petit nombre de collections complètes de l'**Œuvre** hebdomadaire, et nous serions très obligés à ceux de nos lecteurs qui nous permettraient d'en reconstituer de nouvelles.

Les numéros qui nous font le plus défaut sont ceux du 18 mars 1909 (n° 11) et du 17 février 1910 (n° 7).

Nous les rachetons **DEUX FRANCS**.



Les collections qui nous restent ne pourront plus être cédées qu'aux conditions suivantes :

Année 1909.	CINQUANTE francs.
Année 1910.	CINQUANTE —
Année 1911.	TRENTE —



Les Clients des bonnes sœurs

PAR

URBAIN GOHIER



Voilà M. Clemenceau guéri par les soins des religieuses.

Tous les anti-cléricaux du Bloc sont les clients et les obligés des moines et des sœurs. Le père Sarcey, mangeant du curé dans chaque numéro du *XIX^e siècle*, allait se faire réparer de temps en temps chez les Frères de Saint-Jean-de-Dieu. Le louche Waldeck-Rousseau et sa famille, M. Léon Bourgeois et sa fille, toute la tribu Loubet, et les femmes, les enfants de presque tous les députés ou sénateurs radicaux n'ont jamais été malades sans courir chez les bonnes sœurs.

Les infirmières laïques, c'est pour le peuple.

Les religieuses, c'est pour la noblesse républicaine.

On connaît le cas du camarade Jaurès. Il menait contre l'Eglise et les Congrégations une campagne furibonde; il dénonçait aux ministres les officiers, les professeurs, les fonctionnaires qui laissaient leurs femmes aller à la messe. Il publiait dans son journal

de prétendues « correspondances amoureuses » des sœurs chartreuses, qu'il avait fait voler dans un couvent, ou qu'il avait plutôt fait fabriquer par un de ses ruffians. Et Mlle Jaurès de Bessoulet, fictivement inscrite au lycée Molière, préparait une première communion sensationnelle chez les religieuses de Villefranche.

« Les sœurs sont des gourmandines ! » répétait le pontife socialiste au Prolétariat conscient.

Et il leur confiait son enfant.

« Faites lire *Nana* à vos filles ! » ordonnait aux ouailles rouges le directeur de l'*Humanité*.

Et sa fille à lui apprenait le catéchisme.



Le vieux Clemenceau, réduit aux obscénités verbales, se répand en plaisanteries sur les candides religieuses qui viennent de recoller ses débris. *A l'heure même* où ces femmes le pansaient avec un dévouement que je trouve absurde, il envoyait au Sénat l'ordre de mettre son bulletin dans l'urne en faveur de la motion Combes-Regismanset, pour activer les expulsions.

Je feuilletais dernièrement *Les Révolutions de France et de Brabant*, le premier journal de Camille Desmoulins.

Camille Desmoulins fut un des « purs héros » de la Révolution. Sa statue a été érigée au Palais-Royal. On nous a rebattu les oreilles de son courage civique, de son atticisme, de ses polémiques étincelantes. On nous a vanté

tel numéro du *Vieux Cordelier* comme une protestation contre la Terreur, comme un appel intrépide à la clémence.

Devant le Tribunal révolutionnaire, Camille Desmoulins s'est défendu avec indignation d'avoir jamais conseillé la clémence ou blâmé la Terreur. Il a soutenu qu'on l'avait mal compris, qu'on avait perfidement dénaturé sa pensée. Sur la charrette, il a fait piteuse mine. Et sa brochure hebdomadaire, *Les Révolutions de France et de Brabant*, qu'il vendait 24 livres par an (au moins 60 francs d'aujourd'hui), est assommante : cet étalage de littérature scolaire, ce fatras de mythologie, d'histoire grecque et d'histoire romaine, à l'usage d'un public ignorant, sent le cuistre d'une lieue.

Les procédés de ces charlatans sont toujours les mêmes ; on les entend aujourd'hui à nonner des citations grecques (?), du latin de cuisine et le vocabulaire de la science allemande, pour « épater » Mes-Bottes et Coupeau dans les meetings ou les sous-vétérinaires du Palais-Bourbon.

Mais je tombe, le 18 avril 1791, sur cette page « étincelante » du fameux Camille.

Il y raconte le traitement infligé par les bonnes républicaines aux religieuses qui soignaient les Clemenceau du temps et qui préparaient à leur première communion les petites Jaurès de l'époque :

Les dames de la Halle se sont fait ouvrir les cloîtres, et ont tenu une séance nationale aux Miramiones, aux filles Sainte-Marie et dans une multitude de moustiers.

Tout s'est passé dans le plus grand ordre. Chacune a été fouettée à son tour.

Quelle gloire d'avoir souffert le même traitement que saint Paul, qui avouait avoir reçu quatre fois 39 coups de fouet !

Gorsas a donné un relevé des S.S. culs fouettés, dont les dévotes espèrent bien que quelque jour l'Eglise fera la fête. Il en a compté 310 et demi, attendu que la trésorière des Miramiones était dans le même cas que mademoiselle Cunégonde dans *Candide*, et avait laissé une fesse entre les mains de Saint Côme.

Cette journée est la matière d'un très bon chant à ajouter au poème de la *Pucelle*.

Une gravure obscène montre les religieuses troussées et fouettées par les mégères.

Quel esprit ! quelle délicatesse ! quel courage !

Je n'admire nullement les religieuses qui rendent le bien pour le mal. Cette folie chrétienne me rebute. Il faut faire à son ennemi le plus de mal qu'on peut. Mais celui qui rend le mal pour le bien me paraît un monstre.

Camille Desmoulins, en écrivant cette saleté, n'était qu'un goujat. Les Clemenceau, les Jaurès, les Waldeck, les Bourgeois, qui sollicitent les soins et la pitié de leurs victimes, et qui les en paient par l'insulte et par la persécution, méritent tous les mépris.

URBAIN GOHIER.



VIENT DE PARAÎTRE :

Peau-de-Balle

par

GEO DE LA FOUCHARDIÈRE



Aujourd'hui même, l'ŒUVRE met en vente « *Peau-de-Balle* », le joyeux roman de G. de la Fouchardière.

Nos lecteurs y trouveront les qualités de franche gaieté et de fantaisie débridée qui se laissaient deviner sous le masque du pseudonyme : « Mowgli ».

Mis dans la confidence du mystère qui plane, dans la première partie du volume, sur la nature du fantastique « *Peau-de-Balle* », ils suivront avec joie la carrière mouvementée et mystificatrice du diabolique cheval de courses.

« *Peau-de-Balle* », par suite d'événements bouffons mais d'une implacable logique, change de caractère, de propriétaires et de religion : des mains de la chanteuse légère Caroline Tafoireau il échoit par héritage à Mgr Bénin-Despalmes, archevêque de Caudébec-en-Caux, qui s'en trouve fort embarrassé, et tombe de là entre les mains du baron Isaac de l'Echelle-Jacob, qu'il conduit à une catastrophe.

Dans ce livre dont le point de départ rappelle Wells ou About, la seule invraisemblance est celle-ci : le Juif se trouve châtié au dénouement, contrairement à ce qui se passe dans la vie.

Les épisodes amusants abondent dans ce volume ; le monde des courses y est observé de la façon la plus exacte et la plus humoristique.

Les joyeuses et fines illustrations de « *Peau-de-Balle* » n'en sont pas le moindre attrait. Le talent si sûr d'Edouard Cousyn a pu se donner libre carrière grâce au mouvement du livre et à la variété des sujets traités.

Demander à l'ŒUVRE « *Peau-de-Balle* » ; envoi franco contre un franc.

RAYMOND-LA-SCIENCE A LA SORBONNE

L'Idole creuse

par GUSTAVE TÉRY



Bouglé se plaint qu'on le « caricature ». Il paraît que « pour mener le procès de l'école laïque » et « pour démontrer qu'elle est l'école du crime », « les cléricaux belges ou français, et leurs amis, croyants ou non », emploient simultanément la méthode inductive et la méthode déductive... Eh bien ! s'ils procèdent de la sorte, n'est-ce pas très scientifique ? Et n'y a-t-il pas là de quoi satisfaire le professeur Bouglé qui se flatte précisément de nous proposer une « morale scientifique » ?

Ce qui n'est pas scientifique, en revanche, et je ne suis même pas sûr que ce soit très habile, c'est de confondre dans la même réprobation « les cléricaux belges ou français et leurs amis, croyants ou non ». Je ne me reconnais pas dans cette salade. Je ne suis ni cléricale, ni ami des cléricaux, même belges, et je suis à peu près sûr de n'être pas démenti si je proteste que ces articles ne me sont inspirés ni par le pape, ni par M. Vandenpeereboom.

Mais Bouglé écrit :

Nous appelons déductif ce raisonnement qui consiste à dire : la laïcité *doit* engendrer, fatalement, la criminalité. La libre-pensée ne peut que

déchaîner les passions anti-sociales. Elle est incapable de leur imposer un frein quelconque. Ouvrez plutôt ces manuels de morale dont on nourrit les élèves des écoles et des lycées. Voyez à l'œuvre ces fameux directeurs de la conscience laïque. Incertitude, impuissance, découragement sur toute la ligne !

Il ne se passe pas de jour que cette antienne ne nous soit resservie. Non pas seulement par les catholiques convaincus, qui sont dans leur rôle, mais encore et surtout par ces révolutionnaires repentis qui aiment à battre leur coulpe sur la poitrine des autres : incroyants pour leur compte, ils sont les plus acharnés à démontrer qu'en dehors de ces mêmes croyances qu'ils ne sauraient partager, il n'y a plus de salut pour la nation. Singuliers restaurateurs de la santé morale !

Ce qui est fâcheux, c'est que la plupart des démonstrations qu'on nous oppose ainsi sont des démonstrations systématiquement faussées. Faussées par des séries de coups de ciseaux et de coups de pince, qui mutilent et déforment les pensées qu'on résume. Faussées parce qu'on impute à ces « directeurs de la conscience laïque », qu'on veut exécuter, des opinions, parfois même des expressions, tout à fait différentes des leurs. Pour rendre plus sûrement leur physionomie odieuse ou ridicule, on commence par en faire de gigantesques caricatures.

Je ne me suis pas reconnu davantage dans ce couplet. Si je n'ai pas reproduit in-extenso la conférence de Bouglé sur « l'évolution du solidarisme », j'en ai cité de très larges extraits. Dans mon dernier article, par exemple, les citations tiennent plus de place que les commentaires, et je ne crois pas avoir changé une virgule au texte que j'ai trouvé dans le volume *Solidarisme et libéralisme*, édité par la librairie Edouard Cornély, 101, rue de Vaugirard.

Je note en passant que j'indique toujours ici

mes auteurs, mes sources, mes références. Bouglé me désigne, il me cite même, mais il ne m'a pas encore nommé. Et si, dans les quelques phrases de moi qu'il a jugé à propos de reproduire, il y a plusieurs mots omis ou changés, ce qui rend le passage inintelligible, je me garde bien d'en faire un grief au professeur de la Sorbonne, car je sais que son écriture fait le désespoir des typographes, et je ne confonds pas les coquilles avec les « falsifications systématiques ».

Mais pourquoi diable Bouglé ne veut-il pas dire où il prend ses textes et à qui il les emprunte ? Est-ce ainsi que l'on enseigne aujourd'hui à la Sorbonne la critique et la dialectique ? Et le professeur craint-il qu'un de ses lecteurs de *La Dépêche*, voulant savoir plus exactement ce que je pense, ne s'avise de feuilleter un numéro de *l'Œuvre* ? Dans ce cas, très certainement, ce lecteur trop curieux ne manquerait pas de s'apercevoir que je ne pose pas du tout la question comme Bouglé la présente. Et c'est apparemment pour cela que Bouglé préfère réfuter à la cantonade une collection anonyme de contradicteurs supposés. C'est plus commode. C'est peut-être moins « scientifique » ; j'ai failli écrire « moins honnête ».

De même encore, il ne s'agit pas ici le moins du monde d'« exécuter » les « directeurs de la conscience laïque » ; et je ne sais s'il y a quelque part des « hommes noirs » qui nourrissent ces noirs desseins, mais Bouglé ne saurait se méprendre sur mes intentions : si je me suis permis de lui soumettre le problème qui m'embarrasse et si j'invoque le secours de ses lumières, les lecteurs de *l'Œuvre* me sont témoins que je ne m'applique nullement à rendre sa « physionomie odieuse ou ridicule », que je n'ai

pas « commencé par en faire une gigantesque caricature », que, bien au contraire, je lui ai parlé dès l'abord avec tous les ménagements qui conviennent, et qu'au surplus, je ne croyais pas faire injure à ce professionnel de la pensée en l'invitant à faire avec nous, en toute franchise, quelques réflexions qui, sans être transcendantes, dépassent un peu le niveau moyen de la mentalité radicale-socialiste.

Bouglé me répondra peut-être qu'il ne s'en est pas pris à moi, mais bien à un « certain G. Platon », « révolutionnaire repent », qui, paraît-il, a médité de son ami Jacob, autre « directeur de la conscience laïque ». Comme je ne connais pas ce confrère et que Bouglé néglige encore de nous dire où a paru sa critique du livre de feu Jacob, il m'est impossible de discerner ce que nos idées peuvent avoir de commun, et je le regrette d'autant plus qu'au dire de Bouglé, M. Platon aurait pour « tuteur actuel » M. G. Sorel, l'éminent auteur des *Réflexions sur la violence*. Est-ce aussi un clérical belge, celui-là ?



Revenons à notre exposé du « solidarisme », selon Bouglé. Il s'agissait (vous en souvient-il ?) de nous expliquer comment, la religion ayant fait son temps, « la science seule » pouvait et devait, « du haut de ses constructions, dicter sa conduite à la société contemporaine ». Et Bouglé nous remontrait que, pour ce faire, M. Léon Bourgeois avait eu l'opportune et subtile pensée d'aller quérir dans « un coin sombre du Code civil » la « vieille notion du quasi-contrat » pour la « relever » et la « gonfler d'un contenu nouveau ».

Par malheur, ce gonflement n'a pas réussi

tout d'abord, et nous avons eu le regret d'observer que Raymond-la-Science, avocat du diable laïc, avait du premier coup d'épingle dégonflé la vieille notion, sans doute hâtivement soufflée. (C'est d'ailleurs Bouglé lui-même qui fournit l'épingle à Raymond.)

Mais les solidaristes ne se découragent point ; leur doctrine évolue, et nous allons assister à une seconde tentative de gonflement, qui sera peut-être plus heureuse :

Lorsque nous la retrouverons quelques années après, dit Bouglé, nous constaterons à la base et au faite des modifications significatives.

Et d'abord la science tient moins de place dans la théorie...

Tiens ! Ne devait-elle pas tenir *toute* la place ? Ne nous avait-on pas annoncé que la « science seule » allait nous dicter une conduite ? (page 6).

Ses constatations (de la science) s'effacent devant les évocations de sentiments, d'idées, de principes philosophiques. Dans ce décor nouveau, la physionomie du solidarisme mue peu à peu. Il laisse tomber dans l'ombre ses prétentions naturalistes. De plus en plus il revêt l'aspect, il prend l'allure d'une philosophie morale quasi-spiritualiste.

Ah ! Vraiment ? Mais d'où tirez-vous donc ce « quasi-spiritualisme » ? Il n'est pas, que je sache, dans votre « quasi-contrat » ; il est encore moins dans les principes scientifiques, dont vous avez prétendu faire votre unique ressort. « Evocation » est le mot ; mais d'où sortent ces ombres que vous appelez à la rescousse ?

Et, en effet, on semble s'être rendu compte, à l'user, qu'il ne suffit pas, pour faire régner une

loi morale dans les sociétés, de leur montrer à l'œuvre et de leur proposer en modèle les lois naturelles.

Hé ! nous ne disons pas autre chose !

La loi même de la solidarité, tant qu'elle n'obéit qu'aux seules tendances de la nature, tant qu'elle est livrée à la force des choses et non rectifiée par l'idéal des hommes, est bien loin de produire tous les heureux effets qu'on semblait en attendre.

Parfait !

Ainsi, les solidaristes se trouvaient amenés à distinguer radicalement entre la solidarité de fait et la solidarité de droit, entre la solidarité fatale et la solidarité voulue... et à classer méthodiquement les sentiments aptes à faire passer l'humanité de la première forme à la seconde.

Au premier rang est le sentiment de la justice. C'est autour de lui que, dans son rapport au congrès de 1900, M. Bourgeois fera tourner toutes ses déductions. « Il faut que la justice soit. »

Halte ! Où le prenez-vous ce sentiment de la justice ? La justice n'est pas dans la nature ; la science ne peut donc l'y découvrir. Ne voyez-vous pas que votre prétendue « morale scientifique » dépasse ici ses principes, et qu'elle emprunte ce sentiment de la justice non à la science, mais bien à la conscience ?



Il en va de même pour le « sentiment de la dignité essentielle de la personnalité humaine » et pour le « sentiment du prix de la vie spirituelle », qui semblent indispensables aux solidaristes pour « gonfler », cette fois avec un peu plus de succès, leur défailante baudruche.

Ainsi apercevrons-nous, poursuit Bouglé, *derrière* notre morale « scientifique », divers sentiments bien connus — le sentiment de la justice, le sentiment de la dignité humaine, le sentiment du prix de la vie spirituelle. Ces sentiments sont logés dans le corps du solidarisme comme le prêtre dans le corps de la statue qui rendait des oracles.

Quel aveu ingénu que cette métaphore ! Bouglé se rend parfaitement compte du tour de passe-passe que doivent faire les solidaristes pour introduire subrepticement un contenu moral dans leur contenant scientifique. Mais ce n'est pas la science qui le fournit ; (il serait même aisé d'établir qu'il y a une contradiction essentielle et irréductible entre les données empiriques de la science et celles de la conscience) ; et ce n'est vraiment pas la peine de faire tant de chichi pour nous rendre par ce détour, et sous une forme honteuse, tout ce que l'on prétendait éliminer tout à l'heure. Non, ce n'est pas la peine de mettre les prêtres à la porte pour les faire rentrer par l'escalier de service dans le Temple de la Raison et les loger dans le corps même de la « nouvelle idole » !

On interroge la science, mais c'est une philosophie qui répond. Et nous la reconnaissons aisément à ses réponses : c'est la grande philosophie qui a recueilli le plus pur des expériences morales de notre civilisation...

C'est évidemment la vieille philosophie spiritualiste, de quelque nom qu'on l'appelle, et, en dernière analyse, nos laïcisateurs n'ont jamais rien dit de raisonnable et d'utile qu'à la condition de répéter, en le démarquant, ce que disent depuis des siècles les spiritualistes de toutes les écoles et les prêtres de toutes les religions.

On n'en trouvera pas d'exemple plus naïf et plus net que celui du « père Pécaut », l'ancien directeur de Fontenay-aux-Roses, qui nous a laissé dans un petit livre, *Dix ans d'Education*, la substance de sa doctrine « laïque ». Il n'est pas une page de cet opuscule qui ne respire le spiritualisme chrétien le plus pur : il porte seulement la marque genevoise. Et c'est peut-être en effet, depuis Quinet jusqu'à Steeg, tout ce que nous avons gagné — si c'est un gain — dans cette prétendue laïcisation de la morale : nous avons remplacé le curé par le pasteur. Pour nous donner le change, le pasteur a beau se déguiser en statue : il n'en sent pas moins la vache à Colas.



Dira-t-on que ces notions morales qui forment le « contenu nouveau » du solidarisme sont elles-mêmes des données empiriques et que la science a le droit d'étendre sur elles son empire ? La solidarité est un « fait » comme la lutte pour la vie, et les grands docteurs juifs, Durkheim ou Lévy-Bruhl, à qui la république troisième commet le soin de façonner à la Sorbonne la cervelle française, n'ont-ils pas le droit de considérer « objectivement » nos sentiments du même œil que leurs ancêtres regardaient jadis le Crucifié ?

Soit, mais toute la question morale est de savoir si la solidarité, telle qu'ils la reconnaissent et la définissent, est un principe ou une résultante. Cette solidarité, qu'ils ont si beau jeu à découvrir et à mettre en lumière, n'est que le fruit de tous les efforts moraux tentés depuis qu'il y a des hommes, et qui sentent : elle est à la fois l'abrégé de la sagesse antique et de la charité chrétienne débaptisée, et si les hommes

sont aujourd'hui solidaires, c'est que depuis des siècles on leur a enseigné l'amour...

Si vous leur enseignez aujourd'hui l'utilitarisme — et au point de vue où vous êtes placé vous ne pouvez faire autrement — vous risquez de dissoudre et de rompre cette solidarité si lentement, si péniblement acquise. Vous allez gaspiller en deux ou trois générations tout le patrimoine moral de l'humanité. Car nous vivons du passé, et ce que nous gardons de « tenue » est fait de traditions, d'habitudes inconscientes. L'homme ne sait pas encore exactement ce que vous voulez lui apprendre, et nous bénéficions encore de cette ignorance. Mais le jour où il *saura*, le jour où il aura bien appris à votre école que le désintéressement est une duperie, que la morale est un calcul, et que la solidarité humaine n'est plus qu'un ignoble concert d'égoïsmes, le jour où il aura perdu ce que Vinet appelait le « préjugé du bien », ah ! ce jour-là ..

GUSTAVE TÉRY.

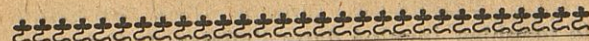
L'ŒUVRE dit tout ce que ne disent pas les autres.

L'ŒUVRE est le seul journal qui ne soit relié à rien par aucun fil.

L'ŒUVRE ne dit jamais d'injures ; la vérité lui suffit.

L'ŒUVRE est le supplément indispensable de tous les journaux, quels qu'ils soient.

Les imbéciles ne lisent pas *L'ŒUVRE*.



Mon Carnet

PAR

Urbain GOHIER

Le Pillage des Musées.

« Mais, monsieur le ministre, vous ne sauriez croire avec quelle facilité les tapisseries, les tableaux, les gravures, les pendules Louis XIV, les cartels Louis XV, les commodes Louis XVI, les fauteuils Louis XIII, les tables Louis XII, les sofas Directoire, les bergères Pompadour, les poufs, les simples tabourets Empire s'évaporent à chaque villégiature présidentielle, à chaque visite royale, à chaque déménagement ministériel... »

Ainsi s'exprimait, en 1909, un certain Conservateur du Mobilier national dans *Le Jeu de l'Amour et des Beaux-Arts*, comédie de MM. Urbain Gohier et Jean Drault.

Etions-nous assez bons prophètes ?

En ce moment, c'est Versailles et Trianon que les amateurs déménagent. Les détails abondent dans les journaux mêmes, dont les rédacteurs rastaquouères collaborent au pillage du Louvre. Les ravisseurs de la *Joconde* courent toujours, sous la protection du préfet Lépine.

Notre consolation, c'est que les malfaiteurs d'aujourd'hui sont probablement mystifiés : les tableaux, les meubles, tous les objets qu'ils volent ne sont que des copies, les originaux ayant été volés antérieurement. La *Joconde* elle-même était suspecte. On a soutenu qu'elle avait été déjà volée quelques années plus tôt.

Dans le *Matin* du 7 juin, M. Otto, marchand de meubles, inculpé dans l'affaire de Trianon, affirme que le château de Versailles, le musée du Louvre, la Malmaison, les Arts et Métiers, Bagatelle, ont été dépouillés depuis longtemps de leurs bronzes, pendules, serrures, ferrures de toutes sortes; que des conservateurs de musées louent en France et à l'étranger les mobiliers dont ils ont la garde; que partout, dans tous les châteaux, dans tous les musées, les originaux ont été remplacés par des copies... Mot pour mot notre *Jeu de l'Amour et des Beaux-Arts* (quel directeur intelligent... ?)

Mais les Parquets et la Police n'ont pas plus l'intention d'inquiéter les voleurs de l'Administration des Beaux-Arts que les voleurs du ministère de la Guerre, les voleurs du ministère de la Marine, les voleurs du ministère des Affaires étrangères, etc.

A Trianon, l'anarchie est telle qu'on vole jusqu'aux petits oiseaux des bosquets. J'ai vu de mes yeux, il y a trois semaines, un gardien de service, en uniforme, qui dénichait des fauvettes pour les offrir à des amies, avec la manière de les nourrir en cage. Les préfets peuvent prendre des arrêtés et M^{les} des Varennes peuvent fonder des ligues pour sauver les oiseaux : ce sont les agents de l'autorité qui les détruisent!...

Il n'y avait sans doute plus rien à voler dans l'intérieur du palais.

Le fanatisme protestant.

Une démarche incongrue de la reine de Hollande a réveillé les discussions au sujet de Coligny, et surtout enflammé le fanatisme protestant.

L'amiral de Coligny était un amiral en chambre, qui n'avait jamais mis le pied sur un vaisseau. Comme général, il était ridicule; il capitula dans Saint-Quentin et fut battu dans toutes les rencontres où il commanda. Mais il déploya contre la France une haine vigilante; il conspira toute sa vie contre l'unité nationale; il essaya de vendre le Havre et Dieppe aux Anglais; il fit assassiner lâchement le grand François de Guise, le héros français, qui avait soutenu sans capituler le terrible Siège de Metz et qui avait rendu Calais à la France après deux siècles d'occupation anglaise.

L'apothéose de Coligny, c'est l'apothéose de la trahison, l'apothéose de la rage anti-française, l'apothéose du fanatisme protestant.

Lorsque Coligny fut lynché, le 24 août 1772, cette exécution hors des formes légales de l'assassin de François de Guise fut exactement du même ordre que l'exécution de Bonnot à Choisy, de Garnier à Nogent : blâmable quant aux moyens, justifiée quant à la cause.

Les Protestants sont aujourd'hui plus fanatiques que jamais. Toujours prêts, depuis leurs origines, aux alliances avec l'étranger contre la France, ils se solidarisent en toute occasion avec les Hébreux pour préparer la ruine de notre pays. C'est un spectacle suggestif, que la sortie du prêche le dimanche matin, derrière le monument du Sinistre « Amiral ». Allez voir, par curiosité, ces gens qui hurlent avec la Synagogue contre les catholiques au nom de la Libre Pensée : ce sont de furieux calotins.

Il y aurait une étude à faire sur la manœuvre protestante dans l'enseignement public, depuis trente ans, pour dénationaliser la jeunesse.

Il y aurait une étude à faire sur la propagande

cauteleuse du pasteur Wagner, principal berger de la Vache à Colas.

Maurice Maindron, dans les livres que j'ai loués ici, et surtout dans *Blancador l'Avantageux*, avait esquissé quelques silhouettes de ces tartufes, plus jésuites que Rodin et plus féroces que l'Inquisition. L'insultante glorification du traître Coligny doit suggérer aux Français des réflexions opportunes.

Le travail des Allemands en France.

Le *Bulletin de l'Union des Syndicats agricoles* de Seine et Seine-et-Oise a convoqué (1^{er} juin), sous la signature du président, les membres du Comité pour élaborer un projet d'excursion.

Les adhérents de l'Union sont conviés à visiter Francfort (patrie des Reinach et de Gruenbaum-Ballin), les abattoirs, les greniers municipaux, les cidreries, les Halles, avec promenades supplémentaires à Wiesbaden, Hombourg et dans quelques caves renommées des bords du Rhin.

Le voyage est organisé par « la maison Mayfarth et Cie, constructeurs de machines agricoles, vinicoles, industrielles, à Mainkur près de Francfort ».

Si la maison Mayfarth s'impose cette peine et cette dépense, c'est évidemment comme publicité pour ses machines. Et l'*Union des syndicats agricoles* s'occupe ainsi de recruter des clients aux constructeurs allemands.

Les Syndicats agricoles n'ont peut-être pas été créés pour cette besogne.

Fallières se fournit en Allemagne.

Epingleons ces notes d'un « Lecteur », qui se dissimulaient dans un coin du *Matin* (5 juin) :

1^o Sur le plateau de Satory, à Versailles, au centre de l'organisation défensive et des approvisionnements de guerre d'une partie importante du camp retranché de Paris, la construction d'une voie ferrée militaire a été depuis peu commencée pour desservir les ouvrages fortifiés et les magasins. Tout le travail de la voie, en partie en déblai, est effectué par une puissante machine excavatrice à vapeur, véritable monument, *provenant de la maison A. Koppel de Spandau*. Les différentes parties de cette machine ont été un beau jour déposées sur le plateau, dans un très grand nombre de caisses volumineuses venant directement de Prusse. *Des Allemands sont venus ensuite* procéder au montage et à la mise en marche, toujours en plein milieu d'un terrain militaire, où opèrent à la fois chaque jour, une commission des poudres, une commission de réception de mitrailleuses, de cartouches, etc., etc., sans parler de tous les divers établissements militaires qui sont situés sur le même terrain.

Actuellement la machine, qui porte en très grosses lettres sa provenance, est en action à proximité de la porte de Bois-Robert.

2^o A l'époque des voyages présidentiels à l'étranger, la presse a signalé les jouets merveilleux, produits du goût et de l'ingéniosité français, emportés par M. Fallières pour être offerts aux enfants des souverains. On a parlé notamment de locomotives électriques en miniature, véritable triomphe pour notre industrie.

Or le fournisseur qui se sert comme références, ainsi qu'il est permis de le voir sur ses prospectus, des diverses commandes du chef de l'Etat, lui a fait donner comme cadeaux essentiellement français des objets provenant de *la maison Bing, de Leipzig* ! Tout ce que vend ce fabricant renommé possède cette origine et lui parvient monté ou par pièces détachées.

Le premier fait est banal. La Guerre et la

Marine n'admettent que des Allemands à la curée de leurs budgets : médicaments, armes blanches, outillage électrique ou mécanique, matières premières des poudres, tout vient d'Allemagne.

Mais le Président de la République achetant à Leipzig, avec notre argent, les objets qu'il offre aux souverains étrangers, c'est le comble !

Affameurs et spéculateurs socialistes.

La comédie continue.

M. Lauche, député socialiste, a interpellé le gouvernement sur la hausse des blés.

J'ai démontré que la hausse des blés et la misère ouvrière sont l'œuvre d'un syndicat de spéculateurs internationaux, dont le chef est M. L.L. Dreyfus, principal commanditaire de l'*Humanité* et de la bande Jaurès. En échange de ses subsides, le camarade Jaurès a procuré au financier cosmopolite un siège de député socialiste, puis une cravate de commandeur de la Légion d'honneur.

Cette semaine, M. Briquet, député socialiste, invite le gouvernement à prendre des mesures contre la hausse des cafés.

La hausse des cafés est l'œuvre du Comité de valorisation, dont le représentant à Paris est M. Henri Turot, ex-conseiller municipal socialiste révolutionnaire des Grandes-Carrières, rédacteur au *Figaro*, ancien homme de main du camarade Jaurès.

Ainsi, dans les tripotages, grèves, coups de Bourse, spéculations sur les choses de première nécessité, qui aggravent la misère de l'inconséquent Prolétariat, on trouve d'abord les élus socialistes.

« Heureusement que le Prolétariat ne lit pas l'*Œuvre* ! »

Et les journaux capitalistes se taisent, à cause des complices de la bande Jaurès.

De sorte que nous seuls enregistrons ces faits d'une terrible signification.

La Médecine rastaquouère.

Marquons un point.

Nous avons exposé ici le cas des sieurs Zook, Cooley et Cooper, qui exploitent la « ceinture électro-vigueur » du prétendu docteur Maclaughlin.

Dans son audience du 7 juin, la 9^e Chambre de la Cour les a condamnés définitivement à deux ans et un an de prison, 1.000 fr. d'amende, 30.000 fr. de dommages-intérêts envers les syndicats médicaux français.

Maintenant, ce sera le tour de Macaura et de son pulso...

Les Juifs à l'Ecole centrale.

A l'Ecole centrale, un cours de droit commercial et industriel est confié à M^e Michel Pelletier.

M^e Michel Pelletier était un nationaliste militant, avant la victoire du parti dreyfusard. Je me rappelle l'avoir entendu plaider avec beaucoup d'apreté contre l'*Aurore*. Au temps des procès Zola, il mangeait du Juif comme tous ses confrères.

Comme la plupart de ses confrères, il a passé avec armes et bagages au service d'Israël vainqueur.

Au lieu de faire son cours lui-même à l'Ecole centrale, il envoie un suppléant.

Et quel suppléant? M. Vidal-Naquet, Juif.

J'aurai sans doute l'occasion de revenir sur l'invasion des Hébreux à l'Ecole centrale. Mais la complicité de l'ex-nationaliste Michel Pelletier dans la manœuvre juive valait une note spéciale. Que de capitulations, de palinodies et de bas calculs nous avons vus depuis dix ans!

Excuses à Vidocq.

J'ai appliqué au préfet Lépine, dans un précédent numéro, le nom de Vidocq; je dois des excuses à la mémoire du bandit-policier de la Restauration.

L'*Action Française* (5 juin) reproduit un document de 1820 qui montre comment on procédait alors à l'arrestation des malfaiteurs.

Depuis plusieurs années, une bande terrible dévastait la Picardie; elle avait commis plus de quarante assassinats et plusieurs milliers d'attaques nocturnes, de vols à main armée. C'était autre chose que les exploits de la bande Bonnot-Garnier! Chargé d'en venir à bout, Vidocq leur tendit un piège; avec *dix gendarmes*, il tua les deux chefs et captura leurs quatre lieutenants; le reste de la troupe fut ramassé en quelques jours. Dix gendarmes contre six bandits formidables, sans mitrailleuses ni canons, sans zouaves ni dynamite, sans mobilisation des garnisons ni convocation de la populace, sans destruction de propriétés.

Jamais un gouvernement régulier n'eût admis d'autres méthodes; jamais un peuple civilisé n'eût toléré d'autres pratiques. Il faut vivre

dans cette République d'abjecte anarchie pour voir un Lépine opérer impunément.

« La Vertu du sol. »

Une nouvelle édition du roman de Marcel Miéville, *La Vertu du Sol*, répond aux questions de l'heure présente.

Parce que la famille Clavert, qui a vécu de la terre et de la vigne depuis des générations, quitte la commune rurale de Beauval, et la mairie, et la maison ancestrale, pour aller vivre dans les villes aux dépens du budget, le médecin Laubressac s'écrie : « C'est un événement plus considérable que la Révolution française! »

Exagération? Paradoxe? A peine. Les chemins de fer ont unifié le marché universel; les prix du vin et du blé dans un village de la Dordogne sont avilis par les importations de Russie, d'Algérie, d'Amérique; les catalogues des grands magasins de Paris introduisent dans toutes les maisons des goûts et des habitudes de luxe; les dépenses augmentent, les recettes diminuent, les vieilles vertus s'effritent, le foyer s'écroule. Le prêteur d'argent, le dépeceur de domaines, l'usurier, le politicien démagogue qu'ils entretiennent et qui les sert aveuglément, désagrègent et dissolvent tout ce qui faisait la richesse matérielle et la force morale de la France.

La terre est vaincue par l'argent.

La civilisation française, fondée sur la *vertu du sol*, fait place à la civilisation hébraïque, fondée sur la puissance de l'or.

C'est ce que la République abjecte, Mesbottes, Homais et leur maître Lévy-Kohn appellent le Progrès.

— « Que voulez-vous faire contre le Progrès ? nous demandent-ils en ricanant. Arrêtez-vous la locomotive ? Elle vous broiera. »

Ce qu'ils appellent le Progrès, nous l'appelons la ruine de la France, de la race et de la civilisation françaises.

Je confesse qu'on ne l'empêchera pas avec des harangues, des articles de journaux, des cierges au Sacré-Cœur ou des pamphlets désespérés comme celui-ci. Mais on l'empêcherait très bien avec un sabre.

Si l'on succombait, du moins on mourrait dans le sang, ce qui est propre, au lieu de crever sur le fumier, ce qui est sale.

URBAIN GOHIER.

Les Invités d'Alphonse

Théâtre du Gymnase. 9 heures. L'Assaut...

De 8 h. 45 à 9 h. 15, c'est l'assaut du théâtre du Gymnase. La foule des candidats spectateurs, chaque soir, envahit les marches, déferle sur le trottoir et jusque sur la chaussée.

Et les passants se disent :

— Quel succès ! Après 150 représentations, on se bat encore pour arriver aux guichets...

Et les provinciaux, et les étrangers se disent, chacun dans sa langue natale :

— Ça doit être rudement bien... Si on y allait?... Mais on va avoir du mal à trouver de la place, avec tout ce monde-là...

Ils y vont ; ils entrent comme dans un moulin ; ce n'est pas la place qui manque.

Cependant, la cohue qui se bouscule sur les marches ne diminue pas en densité ; les unités qui la composent n'avancent pas d'un centimètre. Ces braves gens ont la foi ; ils croient fermement qu'ils assisteront à la représentation de *L'Assaut* par M. Bernstein.

C'est en quoi ils se trompent...

Ils sont des figurants, des figurants inconscients, des figurants gratuits qui figurent la foule, devant la porte, pour amorcer les spectateurs payants.

Ce sont les invités de M. Alphonse Franck, directeur du Gymnase.

Et la façon dont M. Alphonse Franck, directeur du Gymnase, se paie les « têtes à l'huile » de ses invités vaut la peine d'être contée.

C'est un des plus jolies trucs du théâtre juif (côté direction) et Jéhovah sait si le théâtre juif manque de trucs et même d'astrucs...

Vous n'ignorez pas qu'un Parisien se croit déshonoré s'il paie sa place au théâtre ; vous n'ignorez pas que les secrétaires des théâtres passent leur temps, entre leurs repas, à glisser dans des enveloppes certaines formules imprimées portant ces trois mots :

« Impossible. Mille regrets. »

Or, par un beau soir de printemps, comme les recettes de *L'Assaut* commençaient à baisser, M. Alphonse Franck trouva une « combine » nouvelle, simple et de bon goût.

C'est rudement fort de trouver à notre époque une « combine » nouvelle... depuis six mille ans qu'il y a des Juifs qui ne pensent pas à autre chose.

M. Alphonse Franck trouva ça tout naturellement, comme Pascal inventa la brouette, Chris-

Théâtre du Gymnase

FAVEUR

AVIS IMPORTANT. — Ce billet est rigoureusement personnel et sera refusé au Contrôle s'il n'est pas présenté par la personne indiquée comme devant en bénéficier.

Nombre de places

Le Directeur :
A. FRANCK.

Rep. du

Remis à M.

pour être utilisé par

GYMNASE

FAVEUR

*Ce talon servant de
contre-marque doit res-
ter entre les mains du
spectateur.*

Représentation du

AVIS IMPORTANT

Les Billets de Faveur sont frappés d'une Taxe de Un franc dix centimes par place pour Droits d'Auteur, Droit des pauvres et divers.

Cette taxe peut être acquittée d'avance au bureau de location.

Nombre de places

Sommes perçues

Représentation du

tophe Coromb l'œuf dur, Raoul Günzbourg la musique et Chateaubriand le beefsteack aux pommes... A vrai dire, dans la combine de M. Franck, il n'était pas question de pommes, mais bien de poires.

M. Franck manda son secrétaire et lui dit :

— A partir d'aujourd'hui, vous enverrez deux fauteuils à toutes les personnes qui vous demanderont des places à un titre quelconque.

— Bien, monsieur... Mais les personnes qui demandent des places sans aucun titre?... Ce sont les plus nombreuses...

— Celles-là, répondit M. Alphonse Franck, vous leur donnerez quatre fauteuils.

Et il ajouta en souriant :

— Ça nous coûtera moins cher que des hommes-sandwiches et ça remplira exactement le même rôle...

... Porteur d'un billet signé de M. Alphonse Franck et cueilli dans quelque salle de rédaction (il n'est pas un journaliste qui n'ait sa poche bourrée de fauteuils pour le Gymnase) l'invité s'amène en sapin avec sa dame. Il arrive en toilette, car on lui a dit que les contrôleurs placent les invités plus ou moins bien suivant les marques extérieures de richesse ; il arrive à 8 h. 3/4, car le rideau se lève à 9 heures, et il ne veut pas manquer le commencement.

Il voit devant, une des portes du théâtre, un groupe de personnes qui tiennent à la main des billets de même nature.

Il attend bien sagement, sauf les disputes indispensables avec « les gens qui sont arrivés derrière et qui veulent passer devant ».

Disputes platoniques, car tout le monde aura le même sort...

Et il arrive des invites ; il en arrive... A 9 heures, on est 80 ; à 9 h. 15, on est 160.

A 9 h. 20, un huissier apparaît sur la marche supérieure et annonce qu'il n'y a *plus de places* pour les billets de faveur. Sérieux comme un pape, ou plutôt comme un Grand-Rabbin, il ajoute ceci pour les grincheux :

— Revenez demain soir ; on vous placera...

Les invités de M. Franck ont fait leur petit effet près des passants pendant leur demi-heure de faction. Ils font encore leur petit effet près des passants lorsqu'ils s'en vont...

— Voyez donc !... On refuse du monde à la pièce de Bernstein.

Les invités de M. Franck reviennent le lendemain « pour ne pas que le billet soit perdu » ; le surlendemain, pour le même motif, ils repassent ledit billet à leurs concierges, qui viennent prendre la faction devant le Gymnase. Ainsi, les concierges apprennent là, par expérience, combien il est ennuyeux d'attendre le soir devant une porte qui ne s'ouvre pas ; ils font sur eux-mêmes un retour dont les locataires sont appelés à bénéficier par la suite.

Et chaque billet mis en circulation par M. Alphonse Franck lui rapporte ainsi 4 ou 5 figurants de diverses qualités. Quand le nombre des « têtes à l'huile » semble diminuer devant la porte, le secrétaire du Gymnase fait une nouvelle émission...

Ça fait prendre l'air aux Parisiens ; ça fait prendre l'air à des redingotes qui moisiraient sans cela au fond des armoires ; ça rafraîchit les cheveux à des chapeaux hauts-de-forme dont les propriétaires ont laissé pousser les poils beaucoup trop longs.

G. DE LA FOUCHARDIERE.

Ci-contre le fac-similé d'un billet trois fois protesté ; il a été endossé à *L'Œuvre* par le tiers porteur. Nous le tenons à la disposition du souscripteur, au cas où il voudrait retirer de la circulation la signature à laquelle il n'a pas fait honneur.

La Conspiration de Quillebœuf



Notre ami et collaborateur Jean Drault vient d'enrichir sa série de romans historiques de la *Conspiration de Quillebœuf* qui n'est pas seulement une historiette amusante ou tragique, aux multiples péripéties, aux types pittoresques et empanachés, mais qui constitue un enseignement.

Cet enseignement, le voici :

Contre la France, il n'y a pas eu des conspirations, il n'y en a eu qu'une, toujours la même. Et Louis XIV a eu à repousser les intrigues de l'étranger, comme les Français d'aujourd'hui ont à le faire encore. Seulement, Louis XIV avait plus de moyens, et il avait la main dure, ses ministres, tout au moins, encore plus quelui.

Trois échafauds et une potence furent la conclusion de cette conspiration de Quillebœuf dans laquelle, en 1672, on voit un chevalier de Rohan associé avec un vieux maître d'école hollandais pour faire entrer la flotte hollandaise dans l'estuaire de la Seine, débarquer six mille Espagnols à Quillebœuf, fomenter une rébellion de la noblesse normande, arriver à séparer la Normandie de la France et à la placer sous le joug étranger.

Les protestants sont dans l'affaire. Les Juifs, pas encore. Ils devaient réussir le coup, plus tard, sur l'Alsace-Lorraine avec l'appui de Bazaine, le Rohan de 1870.

Tandis que la flotte hollandaise arrive devant

Quillebœuf, portant les 6.000 Espagnols et les millions destinés à payer les traîtres, un pasteur protestant venu de la Guyenne organise déjà des réunions publiques à Quillebœuf et explique aux Quillebouviens qu'ils vont enfin s'émanciper, se libérer. Il faut citer ici quelques lignes de ce curieux volume :

« M. de Sarrau avait ouvert une espèce d'école, de prêche, de salle de conférences où il expliquait aux Quillebouviens qu'ils allaient être le phare du monde, les émancipateurs de la pensée et avoir la gloire de fonder la liberté de la Normandie.

« La flotte hollandaise qui s'approchait ne venait pas les réduire en esclavage, mais leur apporter l'indépendance. Il fallait donc lui prêter main forte, et bien traiter les soldats espagnols qui en descendraient.

« Une fois la Normandie en République, Quillebœuf devenait sa capitale, à la place de Rouen et devenait port franc. Le Protecteur résidait sur la place de l'église. Plus de corvées, plus de tailles, plus de convocation du ban et de l'arrière ban. De quel droit, en effet, le tyran convertissait-il ses sujets en soldats provisoires? Peut-être, tout au plus, créerait-on une légion quillebouvienne, en cas de besoin. Mais ce n'était plus la même chose!... Il ne s'agissait plus des milices de la monarchie, et la légion était une formation républicaine. Un peu plus tard, on verrait à supprimer les impôts! Tout au moins les changerait-on de nom, comme il sied à des impôts librement consentis par un peuple républicain conscient de ses droits!

« Et Sarrau terminait invariablement ces prêches politiques par cette apostrophe :

« Quillebouviens! Vous viviez en esclaves! Vous « mourrez libres! »

« Cet homme qui parlait sans fatigue du matin au soir, débitant ses balivernes politiques d'un air sérieux et inspiré, annonçait aussi à Quillebœuf qu'elle aurait son Lycurgue pour lui faire des lois de liberté. »

Les Quillebouviens sont un peu étonnés, mais, d'après Jean Drault, une chose les intéressait :

C'est que leur ville, ou plutôt leur village allait devenir capitale de la Normandie à la place de Rouen. Une autre chose les séduisait : la suppression éventuelle de l'impôt. Mais ils auraient préféré qu'il fût supprimé dès la fondation de la République normande. Un vieux pêcheur répondait à M. de Sarrau :

« Qu'on me demande l'impôt ou qu'on me demande de le consentir librement, je le donne tout de même! Et ma poche, après, est aussi vide... Ce que j'aimerais, c'est de ne pas le donner du tout, et, que je le donne au roi ou au protecteur de notre République normande, ça ne change rien pour moi... Ça change peut-être quelque chose pour vous, Monsieur de Sarrau! Mais pour moi, *rien en tout* que d'avoir les gens du roi sur le dos, si votre affaire ne réussit pas et que vous nous ayez embarqués dedans! »

L'amusant de cette *Conspiration de Quillebœuf*, c'est qu'on découvre déjà Jaurès, Pelletan et leurs balivernes en 1672 dans les idées du ministre protestant, M. de Sarrau.

Le malheur est qu'en 1912, le vieux pêcheur logique et au bon sens robuste n'est plus là pour répondre à ces farceurs.



LA PLUS GRANDE VENTE DU SIÈCLE



On lit dans la *Gazette de l'Hôtel Drouot* « journal spécial des ventes publiques » et bien placé pour le savoir, cette assertion, à propos de la vente des collections du couturier Doucet.

« La vente Jacques Doucet est, dès à présent, la plus grande vente du siècle, bien que non ter-

minée encore (n° de la *Gazette* du 8 juin dernier), car rien qu'avec les tableaux, dessins et sculptures vendus mercredi et jeudi et qui ont produit le total fantastique de 9 millions 957.100 francs, les records des ventes Lelong et Spitzer ont été battus, la première ayant produit 9.565.000 francs et la seconde 9.107.000 francs, mais chacune ayant fourni ces totaux en un grand nombre de vacations.

« La vente Doucet a donc battu tous les records, et cela probablement pour longtemps. »

A côté de cette cascade de billets de mille autour d'œuvres d'artistes d'autrefois et d'artisans des vieilles corporations de l'ancien régime, on lisait dans les journaux du matin un appel mélancolique au public tenté par quelques personnalités de l'aristocratie en faveur des ouvriers du meuble, et de la nécessité de s'unir pour créer un style adéquat au temps présent. Car si le meuble ancien se vend bien, le meuble actuel se vend mal.

Le temps présent n'a pas de style, en effet et c'est pour cela que lorsque les ouvriers du meuble sont appelés à travailler, même pour l'Etat, on leur donne tout bonnement à copier humblement les chefs-d'œuvre de leurs ancêtres.

Pourtant, leurs ancêtres des corporations étaient, n'est-ce pas, des serfs du despotisme, des esclaves arriérés. Quant à eux, ils sont depuis 89 des hommes libres, émancipés, environnés de toutes les lumières qu'ont fait ruisseler sur eux la liberté, l'égalité et la fraternité.

Quand la Révolution supprima les corporations qui instruisaient et façonnaient ces « maîtres », dont la signature sur un bois de fauteuil fait aujourd'hui monter ce fauteuil de 20.000 francs de plus, on crut qu'elle libérait l'ouvrier. Erreur!... Elle l'abaissait, l'isolait, lui apprenait la politique et lui retirait le goût de son métier! Il y eut un style en France tant que vécut le dernier artisan qui avait connu les corporations. De fait, il y a encore un style premier Empire. Après, il n'y a

plus rien. La Restauration n'a plus de grâce, plus d'idées et sous Louis-Philippe, on plagie déjà péniblement le Louis XV en l'alourdissant.

« La plus grande vente du siècle » fait constater une faillite révolutionnaire de plus.



Le moindre bâton de chaise sculpté sous la vieille France fait jaillir des pluies d'or, et le faubourg Antoine qui suivit Santerre, le chef des tambours du 21 janvier, semble, ce jour-là, s'être coupé le cou à lui-même encore plus qu'au roi de France.

Du reste, pourquoi voulez-vous que nous ayons un style? D'où vient le style? D'une ambiance, d'une atmosphère créée par une élite.

Il y a corrélation entre la majesté de Louis XIV et les grands fauteuils hautains de son temps. Les révérences des marquises de Louis XV retrouvent leurs grâces maniérées dans la courbe des bergères Louis XV, et l'effort de Louis XVI pour ramener sa cour à la simplicité, les pastorales de Marie-Antoinette se remarquent dans les lignes simples, les symboles agrestes du mobilier Trianon.

Mais aujourd'hui? De qui voulez-vous que vienne le style? De Delcassé? De Steeg? De Fallières? De leurs « dames »?



L'objet le plus symbolique de « la plus grande vente du siècle » n'est pas, à mon avis, le pastel de La Tour acheté 600.000 francs par Henri de Rothschild qui n'aurait jamais acheté si cher l'œuvre du du plus dreyfusard des peintres, c'est le fauteuil n° 288.

Il a été payé 33.500 francs! L'expert n'en avait demandé que 10.000 francs.

Pourtant, ce fauteuil 288 était un simple fauteuil de bureau de la fin du règne de Louis XV, signé Michard, reçu « maître menuisier » vers 1760.

On a supposé que ce fauteuil avait appartenu au ministre Choiseul, parce que Roslier, dans un de ses portraits de Choiseul, a représenté ce dernier assis dans ce siège, bien reconnaissable par sa forme et par ses attributs.

Pensez-vous que le fauteuil qu'emplissent les flasques rotondités de Fallières verra jamais sa valeur augmentée de 23.000 francs ?

Non ! N'est-ce pas ?

C'est que pour le public, il y a une différence entre Choiseul et ce mastadonte verbeux, comme entre tous les dirigeants de ce temps-là et les pétrousquins qui dirigent aujourd'hui les affaires publiques.

Il a fallu que cette différence se monnayât pour qu'elle pût se constater.

Mais elle n'existe pas seulement pour les sièges dans lesquels se posèrent leurs postérieurs. Elle existe aussi par rapport au goût, aux manières, à la générosité, à la politique, à l'amour de leur pays et à la façon de le servir.

Les 23.000 francs de différence existent entre eux à tous les degrés, sur tous les terrains. Le vieux faubourg Antoine a plus gagné avec les premiers qu'avec les seconds. Il a coupé le cou aux premiers et appelé les seconds au pouvoir, aux honneurs, à la richesse.

Qu'est-ce que vous voulez ? Tout ce qui lui arrive est un peu de sa faute ! Il ne faut pas voir seulement un scandale dans « la plus grande vente du siècle », mais le sévère, impitoyable et logique enseignement des faits.

JEAN DRAULT.

BULLETIN

Relativement soutenu dans l'ensemble, notre marché aurait, certes, fait preuve de plus de fermeté si des influences déprimantes, résultant des nouvelles du Maroc, n'avaient fait subir à notre fonds national un nouveau recul assez accentué. Déjà, au début de la

semaine, les mêmes causes lui avaient fait perdre plus d'un quart de point, entraînant le reste du marché; l'irrégularité qui s'est manifestée en liquidation, par suite de la tension des reports qui ont dépassé 30 centimes, ont porté le recul jusqu'à près d'un demi-point. Disons, tout de suite, que ce tassement de la Rente est dû en majeure partie aux nécessités de la liquidation et à la position à la hausse assez importante prise sur notre fonds national; mais, malgré cette réserve, il est indiscutable que le portefeuille français, un peu alarmé par les difficultés que rencontre l'organisation de notre protectorat dans l'empire chérifien, montre de l'hésitation; le comptant, de son côté, ne manifeste aucun empressement à faire la contre-partie des dégagements spéculatifs qui se produisent. Il en résulte un malaise général que les déclarations officielles auront de la peine à dissiper.

Il serait nécessaire, cependant, et devant les alternatives par lesquelles nous sommes appelés à passer au Maroc, que la Bourse conservât plus de calme et de sang-froid, notamment, en ce qui concerne les nouvelles dans le genre de celle qui a couru la semaine dernière et qui représentait Fez aux mains des tribus révoltées et notre résident général assassiné.

On dit qu'en haut lieu on s'est ému et qu'une information judiciaire est ouverte contre les auteurs de ces bruits. Aboutira-t-elle ? C'est peu vraisemblable. Il n'est guère possible, en effet, d'établir avec exactitude d'où partent les mauvaises nouvelles, les potins et les exagérations que quantité de gens ont intérêt à répandre; le meilleur, croyons-nous, est de montrer plus de réserve pour les nouvelles sensationnelles, surtout, comme c'est ici le cas, lorsqu'elles arrivent de l'étranger.

Par ailleurs, les négociations franco-espagnoles, qui avaient été momentanément suspendues par suite des vacances de la Pentecôte, ont été reprises. Il semble même qu'elles ont, cette fois, chance d'aboutir, étant entendu, paraît-il, que la question des compensations territoriales peut être considérée comme un fait virtuellement acquis. On ne saurait que s'en féliciter.

La situation est donc dans son ensemble plutôt favorable à la reprise des grandes émissions qui sont annoncées.

Usines Mathias-Berdiansk

Très prochainement seront introduites sur le marché officiel en banque les actions de la Société russe Usines Mathias-Berdiansk.

Cette Société, au capital de 1.500.000 roubles, — divisé en 15.000 actions de 100 roubles, — a pour objet la fabrication de machines agricoles.

Etant données les facilités accordées par le Gouver-

nement de la Russie à cette branche de l'industrie, facilités qui, en raison même de l'augmentation sensible des récoltes, contribueront encore à l'exploitation intensive des Usines Mathias ; si l'on tient compte également des résultats obtenus par cette entreprise, qui a près de 30 années d'existence et dont les trois derniers rendements, après amortissement de 5 0/0 sur les immeubles et 10 0/0 sur l'outillage, sont de 16, 14, 70 et 14, 70 0/0 pour un capital engagé de 683.776, 780.096, et 831.045, on doit conclure qu'avec l'augmentation de capital qui assure un fonds de roulement important, l'exploitation de la Société Mathias ne peut que s'améliorer encore.

Or, le cours d'introduction en Bourse de 390 francs environ, capitaliste encore à plus de 8 0/0 le dividende de 12 0/0 ou 32 francs par action que les commandes enregistrées permettent d'escompter pour 1912...

Le service financier des Usines Mathias est assuré par la Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie. La Banque russe du Commerce et de l'Industrie de Saint-Petersbourg — succursale de Paris, 11 bis, rue Scribe, à Paris — reçoit les demandes, dès à présent, au prix de 387 fr. 50 jusqu'au jour de l'introduction sur le marché.

Ces demandes seront servies jusqu'à concurrence du disponible.

Société du Gaz de Paris.

MM. les actionnaires sont informés que les dépôts effectués en vue de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 11 juin 1912 n'ont pas réuni un nombre d'actions suffisant pour que l'assemblée puisse délibérer, et ce malgré la prorogation du délai de dépôt décidée par le conseil d'administration. En conséquence, MM. les actionnaires sont convoqués pour le mardi 25 juin 1912 à 3 h. 1/2 de l'après-midi, à la salle des Ingénieurs civils, 19, rue Blanche, à Paris.

Conformément aux statuts, cette assemblée délibérera valablement, quel que soit le nombre des actions présentes ou représentées, mais seulement sur les objets portés à l'ordre du jour de la première réunion. Les dépôts effectués en vue de l'assemblée générale du 11 juin seront valables, sans autre formalité, pour l'assemblée du 25 juin, ainsi que les cartes ou pouvoirs précédemment délivrés.

Les nouveaux dépôts d'actions continueront à être reçus dans les caisses des établissements de crédit ci-après ou de leurs succursales et agences, jusqu'au 17 juin inclus au plus tard : Banque Française pour le Commerce et l'Industrie ; Banque de Paris et des Pays-Bas ; Banque de l'Union Parisienne ; Comptoir National d'Escompte de Paris ; Crédit Lyonnais ; Société Générale de Crédit Industriel et Commercial ; Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

Editions de l'ŒUVRE :

LE RÉVEIL

PAR

URBAIN GOHIER

**Garder une Patrie
Refaire un Peuple**

Un volume de 350 pages. **PRIX 1 fr. 25 (franco 1 fr. 50)**

NOS BONS APÔTRES

Comédie en trois actes

DE

GUSTAVE TÉRY

avec une Préface de Jules Lemaître

PRIX : 1 franc (envoi franco)

COMMENT FINIRA le RÉGIME ABJECT? OÙ ALLONS-NOUS?

Mille réponses des lecteurs de L'ŒUVRE

avec une introduction et une conclusion

PAR

GUSTAVE TERY

Un volume de 500 pages. — **PRIX : 3 fr. 50 (Envoi franco)**

LE BOTTIN DU FAVORITISME

OU

LE GOTHA DE L'ARRIVISME

avec une préface-boniment de J.-J.-T. STEEG

(Ministre de l'Intérieur)

PRIX : 1 fr. 25

Demandez partout :

L'ASSOMMOIR NATIONAL

PAR

HENRI ROCHEFORT
GUSTAVE HERVÉ
GASTON CALMETTE
URBAIN GOHIER
GUSTAVE TÉRY, etc.

Prix : 10 Centimes

Le Gérant : GARDANNE.

Imp. spéciale de l'Œuvre, 15, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris.